

Un autre cas de judiciarisation politique en Amérique latine



Par Milagros Pichardo

La criminalisation politique qui se déploie en Amérique latine et dans les Caraïbes depuis plusieurs années est une stratégie géopolitique de Washington pour s'assurer le contrôle de ce qu'il appelle avec mépris son "arrière-cour".

Face à la montée croissante de gouvernements progressistes et de gauche dans la région, les États-Unis et leurs acolytes dans chaque pays ont mis en place un système de discrédit et de poursuites qui inclut la collaboration de l'industrie des médias et de fractions du pouvoir judiciaire.

Le discours comprend "la lutte contre la corruption", "la défense des droits de l'homme" et "la criminalisation des leaders populaires".

Il existe plusieurs exemples de leaders politiques victimes de cette machinerie: Manuel Zelaya (Honduras), Evo Morales (Bolivie), Fernando Lugo (Paraguay), au Brésil les anciens présidents Dilma Rousseff et Luiz Inácio Lula da Silva; bien que ce dernier, malgré les accusations, soit actuellement en tête des sondages pour les élections présidentielles dans le géant sud-américain.

La vice-présidente de l'Argentine, Cristina Fernández de Kirchner, est actuellement dans le collimateur de l'une de ces fausses poursuites, bien que ce ne soit pas la première fois qu'elle soit victime de persécutions judiciaires et médiatiques.

Au cours de son mandat de présidente (2007-2015), elle a été accusée d'irrégularités dans son administration - même sans preuves, sur la base de simples présomptions propagées par la presse.

Ensuite, dans le gouvernement de Mauricio Macri (2015), une douzaine d'affaires judiciaires ont été ouvertes; mais elle a réussi à surmonter les fausses accusations, et en 2019, elle a accompagné l'actuel président Alberto Fernández en tant que colistière.

Aujourd'hui, elle doit faire face aux accusations du procureur Diego Luciani, qui demande 12 ans de prison pour la sénatrice, et sa déchéance perpétuelle de toute fonction publique pour l'affaire Vialidad, dans laquelle elle est accusée d'avoir "fraudé l'État lorsqu'elle était présidente".

Mais pourquoi entreprendre maintenant la guerre juridique contre le leader péroniste? N'oublions pas que, bien que les élections présidentielles argentines aient lieu en octobre prochain, c'est précisément pendant cette période que les candidats se forment et se renforcent. Selon un récent sondage d'Opinia - qui a mesuré les primaires présidentielles pour 2023 - Cristina Fernández est la gagnante au sein du Front de Tous, coalition au pouvoir.

A la question : "Si dimanche prochain il y avait un vote pour le Président de la nation et que les listes et candidatures suivantes étaient présentées, pour qui voteriez-vous?", les personnes interrogées ont placé Cristina Fernandez parmi leurs favoris.

La guerre juridique vise à détruire l'image publique et à disqualifier un adversaire politique, qui plus est de taille, comme Cristina Fernández le montre aujourd'hui. Cette persécution se combine à des actions apparemment légales pour faire pression sur l'accusée et son entourage. L'objectif: lui faire perdre le soutien populaire.

Dans ce cas, c'est le contraire qui s'est produit. Plus de dix jours après l'accusation, des centaines d'Argentins restent devant son domicile pour lui exprimer leur soutien, malgré la répression policière ordonnée par le chef du gouvernement de Buenos Aires, Horacio Rodríguez, qui a également refusé d'enlever les clôtures autour de la maison de l'ancien chef d'État.

Selon plusieurs experts, la persécution de Cristina Fernández vise, en premier lieu, sa condamnation et sa proscription; la rupture de sa représentativité, fondée sur ses liens étroits avec les secteurs les plus dépossédés de la société; et les tentatives d'effacer les traces du péronisme et de liquider le pluralisme politique.

Tiré de Granma



Radio Habana Cuba